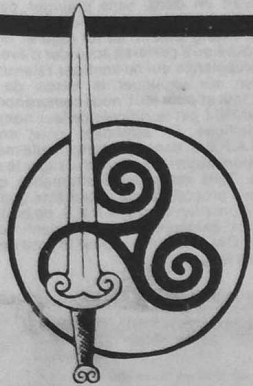


Directeur gérant :
A. PIOUS
Numéro 10
Prix de vente : 8 FF
(Numéro spécial)

DOUAR BR

NUMERO SPECIAL
LANGUE BRETONNE

république bretonne



EDITORIAL

CULTURES

Il n'existe peut-être pas de domaines où les conceptions françaises et bretonnes soient plus éloignées les unes des autres que dans le domaine culturel. Les bretons sont toujours étonnés quand ils se heurtent à l'incompréhension française, qu'ils mettent sur le compte de la mauvaise volonté. Or, ce n'est pas de cela qu'il s'agit. La culture bretonne est, dans sa nature, si différente de la culture française, que de tenter un dialogue ne sert strictement à rien. Dans ce domaine comme dans bien d'autres, il ne suffit pas d'avoir de bonnes intentions ; l'enfer en est pavé.

La France n'est pas une nation c'est-à-dire un organisme vivant, mais un Etat c'est-à-dire une structure. La culture française est une expression de cette structure froide et non d'une communauté humaine. Il est d'ailleurs symptomatique qu'elle nie toute valeur aux dialectes populaires au nom d'une langue aux règles rigides. Au contraire, l'Allemagne, qui est à la fois une Nation et un Etat, s'est dotée d'une langue unifiée sans jamais renier les différents dialectes parlés. La Bretagne, qui est une Nation en quête d'une structure étatique, avance dans la même voie.

La culture française est une culture académique. Etre cultivé, selon des critères français, c'est détenir un ensemble de connaissances personnelles sur des sujets divers. C'est être un individu « distingué », quel qu'un qui se différencie de la « masse ». Il n'est pas étonnant que les français parlent d'un Pouvoir Culturel, différent et même opposé au pouvoir populaire. Une telle cassure serait désastreuse dans une véritable communauté humaine ; la France qui, elle, est avant tout une administration, s'en accomode tant bien que mal.

La culture bretonne est au contraire une culture populaire. Posséder une culture bretonne, c'est s'intégrer dans une civilisation et vivre dans un peuple déterminé. Etre imprégné de culture bretonne, ce n'est pas avoir lu tous les livres de Roparz Hemon ; c'est sans doute pouvoir lire le breton des livres, mais aussi comprendre le breton tel qu'il est parlé à Sainte-Anne-d'Auray ou à Plogoff. C'est être capable de parler de moissons avec un paysan trégorrois, de poissons avec un marin de Douarnenez, et aussi de médecine ou d'électronique avec un docteur ou un technicien. C'est connaître l'histoire des Bonnets Rouges et aussi celle de Salaun Ar Foll. Ce n'est pas être différent du peuple, comme l'est un être cultivé en France, mais au contraire le représenter dans sa plus grande richesse possible.

Depuis la perte de l'indépendance (et même avant), la culture n'a guère été chez nous synonyme de privilège. Autrefois, les profiteurs et les arrivistes qui reniaient le peuple breton reniaient aussi la culture bretonne. Aujourd'hui, ceux qui ne croient plus que la culture bretonne puisse leur apporter un quelconque intérêt matériel abandonnent à leur tour. Seuls ceux qui n'ont jamais rêvé de privilèges, les véritables fils du peuple breton, continuent à assumer l'héritage national. Ils sont des centaines de milliers.

Des milliers de jeunes réapprennent le breton, redécouvrent l'Histoire de leur pays, reprennent en charge les richesses culturelles. La plupart d'entre eux ne cherchent pas à plaire à qui que ce soit ; ils font cela sans qu'aucun espoir de récompense ou de pouvoir leur soit permis. Ils ne cherchent pas à adapter la culture bretonne, la leur, à la culture française. C'est bon signe.

Nous autres, républicains bretons, avons souvent rencontré des gens qui nous ont parlé de notre pays, parce qu'ils l'ont « étudié ». Des gens distingués, imprégnés de culture française. Ils en savent parfois plus que nous sur la Bretagne et sur le peuple breton. Mais nous, nous faisons partie de ce peuple, et leur savoir est dérisoire devant notre appartenance.

1 DE PERDU...

ENFIN DÉBARASSÉS !



10 DE RETROUVES !

SOMMAIRE

CORBEL LIBERE, 2 NOUVEAUX INSOUMIS
NATIONALISTES ARRETES

LE CONGRES SINNFEN

PENNAD KAOZ GANT ALAN HEUSAFF

LANGUE BRETONNE : BILAN 82



Monsieur le Ministre

Vous connaissez notre revendication pour la création d'un C.A.P.E.S. de Breton. Au nom du ministre de l'Education, un monsieur G. Coissard nous répond. Cependant ce n'est pas à notre lettre au ministre qu'il répond mais à celle que nous avions adressée au Président de la République, et pour que nous ne nous trompions pas sur son intention, il joint d'ailleurs une photocopie de notre courrier au Président à sa réponse. La délicatesse administrative de son attention n'a pas manqué de nous toucher.

Néanmoins, nous apprenons que l'enseignement du breton sera confié à des enseignants titulaires diplômés d'université (ou ayant passé d'ici 3 ans un CAP). En attendant ce CAP (délivré comment et par qui ?) on aurait pu penser que les 12 postes affectés à l'enseignement du breton dans les établissements secondaires auraient été confiés en priorité à douze des trente-deux personnes titulaires de la Licence d'Enseignement de Breton dès la première session de juin 1982, d'autant plus que les postes n'ont été attribués qu'en septembre 82.

Mais cela n'a pas été le cas. Aucun compte n'a été tenu de ces diplômés, ce qui ressemble fort à du mépris pour les enseignants qui consacrent leurs efforts à l'étude approfondie du breton, pour les enseignants qui les forment, sans parler de l'Université habilitée à délivrer la Licence d'Enseignement de Breton.

L'on a préféré détacher à l'enseignement du breton des enseignants de différentes matières, sans considération des diplômés de breton. Que dirait-on si l'on confiait l'enseignement du français, des maths, à des personnes dont on ne vérifierait la capacité qu'au bout de trois ans ? Cela n'existe pas, Dieu merci, sauf pour une matière : le Breton ! Car les seules créations de postes qu'a permis cette manipulation ne concernent pas le breton. En effet, grâce à elle, de nouveaux maîtres-auxiliaires de français, d'anglais, de maths, d'histoire-géo, etc... ont pu être employés, mais bien entendu aucun n'a pu l'être en breton.

M. Michel NOURY
Membre du CUAB.

Messieurs les rédacteurs,

Vous vous croyez obligés de m'adresser mensuellement votre journal «République Bretonne». Libre à vous mais il ne m'intéresse guère avec ses hargnes aveugles et destructrices.

De toute façon vous voyez le problème breton à partir de Rennes ou Brest absolument pas comme il nous faut le considérer par rapport à Nantes et à la Loire-Atlantique.

Votre position indépendantiste s'appuie sur l'existence administrative de la Bretagne régionalisée à 4 départements, officiellement admise, si elle ne vous satisfait telle quelle est. Par contre, pour nous Nantais, nous luttons pied à pied pour être reconnus bretons en Bretagne, ce qui est contraire au plan français de régionalisation décidé par Paris, avec la complicité des pouvoirs locaux de Loire-Atlantique - Conseil régional tout puissant - Conseil régional des Pays de Loire présidés par notre ennemi n°1 : Olivier Guichard et compagnie, comme tout le monde le sait.

Nous adressant au gouvernement en place, nommé par le corps électoral français (et breton) force nous est de compter avec lui ; c'est l'évidence même.

Sans doute ne l'est-ce encore pas suffisamment puisque vous, rédacteurs de «République Bretonne» ne cessez de feindre d'ignorer cette situation, tout en vous scandalisant (à juste titre) de la séparation de la Loire-Atlantique de la Bretagne officielle. Le plus dénué de sens est que vous allez, en fait de remède, jusqu'à nous accuser, au CUAB, de faire des bassesses diplomatiques vis à vis des Pouvoirs Publics Français.

Votre solution est de tirer - mollement - un grand trait sur tout cela, comme seule et unique solution au problème Nantais en attendant l'heure H de la grande

libération Nationale grâce aux groupuscules bretons armés de fusils de bois. Bref longtemps après la nuit de tous les nantais encore quelque peu habités par la volonté et l'espérance d'une reconnaissance quelconque du Pays Nantais à la Bretagne, forcé pour les gouvernements actuels de gauche. Toute possibilité est définitivement refusée lors d'un retour éventuel de la droite centralisatrice et anti-bretonne congénitalement avant et depuis 1488...!

Tout ceci pour vous prier fermement «au nom de la Bretagne, de son unité en danger de mort» d'adopter en tant que République Bretonne une attitude toute autre dans les mois qui viennent afin de mettre un terme aux écrits et aux écritures qui nuisent terriblement à l'action nantaise et servent directement les Pays de Loire pour le plus grand plaisir de Guichard et Consort.

Naoned e Breizh da gentañ.
M. NOURY.

PS : Je ne m'adresse pas à vous au nom du CUAB, mais je pense que tous ses membres pensent comme moi à tous points de vue.

N.D.L.R.

La gauche française nous rendrait la Loire Atlantique, alors que Deferre vient de déclarer qu'elle resterait définitivement dans les Pays de Loire !!!

Demandez aux Irlandais si la gauche britannique - les travaillistes - ait daigné écouter les basses flatteries des politiciens Irlandais du Nord (le S.D.L.P.) ou du Sud, et donc, ait accepté de rendre les six comtés occupés !

Nous avons même maintenant nos protestants - nos plects noirs - les Vendéens !

Même schéma, même effet ! Tout comme en Ulster où la lutte de libération nationale - et non pas administrative... - met à genoux l'impérialisme britannique. Seule la lutte de libération nationale pourra mettre à genoux l'impérialisme français, qu'il soit de gauche ou de droite.

Peut-être serez vous sensible à l'humour de la situation d'une licenciée de breton qui peut enseigner l'espagnol grâce à sa licence de breton mais non point le breton. Nous le serions aussi si nous n'étions excédés.

Monsieur Savary, qui regrette sans doute la création de la licence de breton, a choisi de lui ôter tout son sens en refusant à la fois la création d'un C.A.P.E.S., qui en serait la suite logique, et l'attribution de postes aux licenciés. Les étudiants considèrent que ce choix est politique, et qu'il manifeste son intention de nous décourager dans nos études, d'en freiner le développement à l'université, et de ne confier l'enseignement dans le secondaire qu'au ghetto de leurs titulaires d'autres matières qui en ferait un dada, sans préjuger de leurs compétences, car il ne faut pas se leurrer, refuser la création du C.A.P.E.S. de breton c'est refuser de développer cet enseignement, de lui assurer un haut niveau. Ce faisant, le Ministre nous a prouvé qu'il ne sont pas retenus pour postes de breton sur des critères de compétence qui ne sont pas retenus pour d'autres disciplines, sans daigner bien sûr expliquer la raison de cette discrimination. Avec 12 postes créés en tout et pour tout, nous comprenons que s'ils ne satisfont pas les besoins, ils justifient par le ridicule de leur nombre la non-organisation d'un C.A.P.E.S. spécifique. En attendant, pour nous le message est clair : passons licence et C.A.P.E.S. dans n'importe quelle matière, exilons-nous 10 ou 20 ans, et peut-être alors pourrions-nous envisager le retour au pays pour enseigner notre langue. Telle est la seule alternative que le gouvernement de la gauche actuelle nous propose. C'est cela même que nous refusons. Nous affirmons la nécessité de création d'un C.A.P.E.S. de breton, et des postes budgétaires afférents. Nous exigeons le recrutement sur les compétences reconnues par l'Université. Car nous luttons pour le droit de vivre et travailler au pays, en enseignant notre langue.

Pour le Comité des Etudiants de Celtique.



RECTIFICATIF

Ce communiqué proposant la création d'un centre culturel bretonnant à Rennes, n'avait pas l'aval des organisations lées.

C'est une erreur d'interprétation qui nous a fait présenter toutes ces organisations comme signataires. C'est le cas de Diwan auquel ce texte n'a jamais été soumis.

KELTIA

IRLANDE

5 des 7 candidats, présentés par le SINNFÉIN ont été élus lors des élections organisées par Londres à la mi-octobre pour redonner un parlement, le Stormont, aux 6 comtés occupés par l'armée britannique.

Au total, 19 sièges sur 69 ont échappé aux loyalistes et sont donc répartis entre le S.D.L.P. (socialist democratic liberal party) et le SINNFÉIN.

Si le S.D.L.P. n'est qu'un parti collaborateur et réformiste qui aligne sa politique sur celle des 2 grands partis de centre droit alternativement au pouvoir dans le Sud, le Fianna Fail et Finne Gael, le SINNFÉIN au contraire même de la lutte révolutionnaire comme au début du siècle et soutient la lutte armée de l'I.R.A. contre l'occupation

britannique de 6 des 32 comtés constitués de l'IRLANDE.

A ces 5 élus du Nord, s'ajoutaient 2 élus dans le Sud, jusqu'aux dernières élections générales, où le SINNFÉIN s'est abstenu volontairement pour mieux renforcer sa structure militante à la base. 35 % du vote catholique est donc allé aux candidats républicains alors que le «workers party» ex-SINNFÉIN OFFICIEL, qui a abandonné le combat nationaliste au profit de la seule lutte des classes, se voit gratifier d'un 3 % des voix.

Le gouvernement britannique avait parié sur l'isolement de l'I.R.A. et sa machine de propagande de guerre s'employait depuis de nombreuses années à accrédirer une telle thèse. Espoir déçu... malgré cette propagande incessante par sa mainmise sur la B.B.C., presque tous les journaux britanniques, ainsi que la R.T.F. et les journaux du Nord et du Sud de l'Irlande, 14 ans de lutte et surtout 1000 martyrs qui sont morts des grèves de la faim en 1981, ont forgé et renforcé les convictions nationalistes de la minorité catholique du Nord, une conviction qui est en train d'ébranler tout le système politique entier de l'Irlande. Car les élus de SINNFÉIN refusent naturellement de siéger au Stormont, qui n'est qu'un instrument «régionalisé» du colonialisme britannique. Les 14 élus du S.D.L.P. font actuellement de même pour ne pas être balayés par le SINNFÉIN aux prochaines élections.

Mais le S.D.L.P. n'est pas représenté au SUD alors que le SINNFÉIN l'est, préparant ainsi la réunification politique de l'Irlande. Aussi, et malgré la complète collaboration des R.U.C. (Royal Ulster Constabulary) la police du Nord et de la GARDA, son équivalence au Sud, qui toutes les 2 s'acharnent sur les militants du SINNFÉIN et essayent terroriser la population, l'idée nationaliste fait son chemin. D'autant que la crise économique au Sud (200 000 chômeurs 12 % de la population) et au Nord (127 000 chômeurs, 23 % de la population) fait se gonfler les rangs des républicains irlandais par l'arrivée de nombreux jeunes au chômage qui n'attendent plus rien d'un système économique et politique en faillite.

BULLETIN D'ABONNEMENT !

NOM PRENOM

ADRESSE

Je désire m'abonner au journal DOUAR BREIZH REPUBLIQUE BRETONNE.

Veuillez trouver ci-joint un chèque, mandat, CCP, ou autre moyen de virement pour un abonnement.

Abonnement minimum : 50 F Abonnement logique : 100 F DE SOUTIEN : 150 F ou plus

Pour l'étranger, l'abonnement est porté à 70, 120, 170 etc...

tout courrier est à envoyer à l'adresse suivante : DOUAR BREIZH REPUBLIQUE BRETONNE B. P. 1202 35122 Rennes St Cyr



AR C'HEVRE



KELTIEK

PENNAD KAOZ GANT A. HEUSAFF

D.B.R.B. : Petra eo ar C'hevre Keltiek ?

A.H. : Un aozadur pe evit lavarout mat un emglev hag a zo e bal harpañ emsaviou broadel ar pobloù kelt da c'honit ha da ziogelaat o frankiz politikel ha sevenadurel. Lavarout a reomp ivez o frankiz kevredadel (sokial) hag armerzhel. Ur roll-skaozell eo e hini.

D.B.R.B. : Peseurt skaozell o deus ezhomm an emsaviou broadel ?

A.H. : War dachenn diabarzh pep bro ez eo d'ar strolladoù ha d'an aozadurioù broadel ren ar stourm evit ar frankiz, ha gant harp an niver brasañ ma c'heller eus ar boblans ober d'an eñbour diskregin diouzh e c'halloud. Met ezhomm he deus ur vroad vihan o stourm da gavout harp en diavaez ivez. En oadvezh-mañ an darempredoù etrevroadel e vez taolet pled e pep lec'h gant kement a c'hoarvez e lec'h all dre ar bed. Gwellt pegen aketus eo ar stadoù da ziskouez en estrenvro pegen reizh eo o leviadurezh, pegen kaer o sevenadur, pegen emsavus o marc'hadurezh. Bro-C'hall (gant hec'h Alliance Française, da skouer) a laka preder bras gant he bruderezh. Ha Bro-Saoz 'ta ! Mar deo mat d'ar broioù dieub kaout seurt servijou, seul vluoc'h ezhomm hon eus-ni, emsaverien ar broioù kelt, da gavout mignoned dre ar bed. Bez hon eus anezho,

dreist-holl e-touez ar pobloù hag a zo o stourm evelomp-ni. En nebeut bloavezhioù tremenet hon eus bet ar blijadur da welout kannaded flandrezat, kambreat, tirolat hag all o sevel o mouezh e parlamantoù a-du gant hor yezh ha zoken gant hor prizonidi, ken e fuc'he «Debr-Re» hag e gensourted Mar deo re-wir ez eo eus diabarzh ar broioù gwasket e ranke lakaat ar brasañ bec'h war ar waskerien, an harp diavaez zo talvoudus ivez. Kalonekaet e vez ar stourmerien pa ouzont e vez evezhiet o stourm en estrenvro, ha teukan a rezo ar waskerien pa vez diskribet dezho gant estrenien e reont gaou d'ar pobloù dindan gailoud. Ma fell deomp koulskoude e ve diskouezet ken gred en hor c'hevre e rankomp disklerian en diavaezvro ar pezh a reomp evit kas hor stourm war-raok. Setu ar pezh a glaskomp ober.

D.B.R.B. : Penaos eo «gwikefreet» ar C'hevre evit seveniñ ar gefridi-se ?

A.H. : C'hwec'h skourr broadel hon eus (e Breizh, Kernev-Veur, Kembre, Manav, Alba hag Iwerzhon) ha daou skourr etrevroadel (e London ha Stadoù Unanet Amerika). E penn pep skourr ur sekretour a zo atebek dirak Kuzul-Kreiz ar C'hevre. Hemañ zo ampart gant an eizh sekretour-skourr ha pemp ketrifridi-kreiz : ar c'hadoriad, ar sekretour-kreiz, an tenzorier, pennaouer hor c'helc'hgelaouenn ha rener ar stiennerzh. Hevlene, hon eus ur gadoriadez hag a zo war un dro sekretourez skourr Alba (eus ar sekretouren-skourr an hanter zo merched anezho). D'ar sekretour-kreiz eo kenurzhian labour ar C'hevre dre hanterou-riez, izili ar C'Huzul. An darn vrasañ eus al labour a dalvez da zastu danvez evit ar gelaouenn CARN, o'hec'h erriadenn ha d'he dasparzhad. An holl ak'hanomp, war-bouez unan hag a zb war e leve, n'hon eus nemet hon amzer «vak» evit kas ar C'hevre en-dro. Hag evel-just kalz ak'hanomp zo oberiant e-barzh aozadurioù all. Setu ma vez kudenn o kavout tud

da leunian ar staloù hag harzou d'ar pezh a c'hellomp ober estreget embann CARN.

D.B.R.B. : Peseurt kelaouenn eo CARN ?

A.H. : Unan drimiziekl eo, moulet, 24 fajenn dezhi. War-dro tri c'hard eus ar pajennoù zo kemeret gant pennadoù e saozneg, met e penn pep kevrenn-vro e lakaomp ur pennad e yezh keltiek ar vro-se. Embannet e vez reoliek abaoe derou 1973. A-raok ec'h embannemp ul levr-bloaz, met sonjet hon eus e vefe un trimiziekl ur benveg gwelloc'h da gevrañ hon izili ha da grenvaat an emskiant eus ar gerentiez etrekeltiek.

unan, hag a zo prest da ziskouez o c'hengred a-dreuz d'an harzou-stad gant hon emsaverien. Displeget em eus perak e reomp gant ar saozneg en lizher o respont da rebechoù zo grat deomp e BREMAN hag e-barzh AL LIAMM. Evit ar galleg, ne vez ket goulenet gant hon izili vreizhat, ha ne vefe ket lennet gant an darn vrasañ eus hon izili er broioù kelt all. Ne vefemp ket evit gouest-lan a-walc'h a bajennoù da bennad gallek evit ma talfe ar boan. Mat eo ouzhpenn-se diskouez e c'hall Breizh tremen hep ar galleg en o darempredoù etrevroadel.

Ret eo anavezout ez eo dishevelaet re ar yezhoù keltiek,

gudenn war an dachenn-se. Pouezan a reomp war ezhomm a zo da gaout evit pep bro gelt ur stad hag ensavadurioù dezho e-unan, dizalc'h kement ha mar deo ret.

D.B.R.B. : Petra vez graet gant ar C'hevre estreget embann CARN ?

A.H. : Respont a reomp da lizherioù niverus, da studieren o kas gouzout digant piv ha pelc'h e hellont kavout danvez evit arnodskridoù, kelennerien o klask danvez da aozan rummadoù kentelioù, renerien-gelc'h-kelaouennoù o klask kenskriverien e broioù keltiek (all), renerien gevredi-gezhioù o klask skoulman darempredoù er broioù-mañ, h.a.

zistrann etre Skosiz hag ur rener all n'en doa ket c'hoant da gevrediñ gant ar Vretoned, troet ma oant re d'e veno gant ar feulster. E 1969 pa felle deomp disklerian e harpemp an Norzhiwerzhoniz o stourm evit o gwirioù denel e voe enebet ouzh an dra-se gant Gwynfor Evans, gant ana e kollfe an SNP ha Plaid Cymru muezhoù Protestanted en dilennadegoù. Anat e voe deomp e vefemp kabestret re ma kendalc'hamp da harpañ war ar strolladoù-se hag a lakae da gentañ ar selledoù dilennadeg. Kollet hor bije pep levezon en Iwerzhon. Gwelloc'h e oa deomp bezan dizalc'h ha klask harp ar re a oa dieub a spered e-keñver ar c'hrenreizhadoù gall ha saoz. Ur roll a zeskadurezh hor boa da seveniñ da gentañ-holl.

Evel just, pa glaskomp diskouez d'ar broioù estren ar pezh a reer en hor broioù evit o adsevel, n'emaomp ket o vont da bismigan labour an aozadurioù broadel, met er c'hontrol e klaskomp kenlabourat ganto bep gwec'h ma'z eus tro.

D.B.R.B. : Pehini eo savboent ar C'hevre e-keñver ar c'hudennoù kevredadel ?

A.H. : E 1976 e voe degemeret ganeomp en hor bonreizh e ranke evit d'ar broioù kelt bezan dieub, o fonderioù-natur bezan implijet ha meret evit mad an holl : ar c'henderc'hañ, an dasparzhan hag an eskemman a ranke bout kontrollet gant ar bobl. Anat e oa e teue ar c'hompagnunezhioù liesvroadel da vout galloudusoc'h eget ar stadoù a vent etre hag e oa aner stourm evit kaout ur stad emren ma kendalc'hfe seurt kompagnunezhioù, anezho disoc'h ar gevalouriezh, da'n em ledañ. D'am meno e vefe ret displegan ar c'hraf-se eus hor bonreizh. N'emaomp ket o tisteurel ar gwir d'ar berzhentiez prevez. Met ezhomm zo da vroadtaat peseurt harzoù a deier lakaat dezhi ma vern d'hor pobloù, bezan dieub e gwirionez. Un dra zo sur : ne die ket bout aotret ur rummad lazou prevez da sturien disenteziou ur gouarnamant demokratel dre berzh e c'halloud-arc'hant.

D.B.R.B. : Petra sonjez eus talvoudadeg ar C'hevre goude dit bezan labourer evitan e-pad ugent vloaz ?

A.H. : Kalz muioc'h a dud a lavar e tleomp kenderc'hel hag a veul hol labour eget n'eus o kavout abeg enañ hag o lavarout paouez. Meur a hini e-touez hon izili zo oberiant en aozadurioù broadel hag all. Ha pa re rafemp ket muioc'h eget na reomp breman e tleer derc'hel ar C'hevre da vont en-dro, rak ar broioù keltiek, nemet Iwerzhon, ha c'hoazh ! zo re van en ur bed e skeud galloudus bras ha pobloù a gantmilionoù, evit ma taolfed evezh enno ma chomont pep hini en he c'hornig, digenvez ha dizarempred. Tenn e vez avat kas en-dro ur c'hevred evel hemañ, gant nebeut a dud gouest da rein dezhan o amzer hag o freder. Ne gawe ket din, pa m eus kroget, e rankjen rein dezhan, keit-all, ar pep gwellañ eus ma amzer vak. Poent eo da unan all bennek kemer ar garg a sekretour-kreiz !

D.B.R.B. : Petra c'haller ober e Breizh evit harpañ ar C'hevre Keltiek ?

A.H. : Dont e-barzh, kas e skodenn-ze da J.Y. Le TOUZE, 3 Plasenn Paul Bert, 56100 An Oriant. Pe da vitanan kourmantid ha g-CARN, 45 lur gall. Labour a vo evit ar re o deus c'hoant da skoazlan.



C'HWEC'H

BRO,

UR

STOURM !

D.B.R.B. : Perak eo bet dibabet ganeoc'h an anv CARN ?

A.H. : Klasket hon eus un talnav hag a oa keltiek ha boutin d'an holl yezhoù keltiek, ha steriek evel just. N'eus ket bet kavet gwelloc'h eget CARN. Ur ger eo a gaver e lec'havadurezh an holl vroioù keltiek, e stumm pe stumm. En hengeltieg ez eus ur ger savet diwarnañ hag a dalvez un dre-bennak evel «korn da c'hervel lod» (Carn zo ur stumm geltiek-rik e lec'h korn zo deut diwar al latin) Sur a-walc'h hor ger boutin «kern» pennaer ur menez, zo kar d'ar ger-se. E penn meur a venez er broioù keltiek e weler «karn»-où, anezho bernioù mein ma tle ae re a bign war ar menez degas o maen d'e greskin, ha lavaret e vez ez int bet savet en enor da dud veur hon hendadoù. E koun eus ar remziadoù o deus legadet deomp hor broadelezh ez int bet savet. Gouez d'ur skrivagner bennak eus an henamzer e kehele ar Gelted Doue ar Marv pe e lavarent e oant mibien dezhan. Ne raent moarvat gant se nemet anaout e oant diwanet diouzh ar remziadoù tremenet hag e tleant diwall an herezh a oa deut dezho diwarno. O tiwall hor yezh hag hor broadelezh e reomp henvel. Ret eo derc'hel kont eus hon tremened evit sevel an dazont war ziazezoù start.

D.B.R.B. : Perak ne rit ket gant yezhoù keltiek hekas ? Ha gant ar galleg ivez ?

A.H. : Ur bern tud zo na ouzont yezh keltiek ebet, pe na ouzont nemet

dreist-holl ar re bredenek, evit ma c'hellfed tremen aes eus an eil re d'ar re all. Tud'zo a garfe e vije ijinet ur c'hengeltieg arvez evit bout gouest da dremen hep ar saozneg. Pet den a vefe prest da zeskin ur seurt esperanto keltiek ? Pezh a deier ober implij ar yezhoù keltiek ar muian ma c'haller en hor c'hejadennou hag en hor bodadegoù, ha kent-se deskin anezho (en niverenn 38 CARN hon eus embannet ur roll hir eus an doareoù hag an araezioù a zo tu d'ober ganto). A-du arall tle ar re a gred e c'haller «sturian» emrioreadur ar yezhoù tostaat ar c'heltiegioù ar muian ar gwellañ : aes e vije aozañ ur c'heneuzelezh, ha bouc'het hon eus e Breizh, gant ar gerioù nevez patromet diwar ar c'hembraeg an hent war-du ur c'hembredeneg.

D.B.R.B. : Aozadurioù etrekeltiek all a zo, evel ar C'hendalc'h Keltiek hag ar Panceltic Festival. Ha ne vefe ket gwelloc'h d'ar C'hevre Keltiek en em glevout ganto d'ober un aozadur hepen ?

A.H. : Neuze a rankfe an eil pe egile kemman e zoare-gwede hag ober hag en em zivodan kouz lavaret ! An aozadurioù all-se a aoz gouelioù ur sizhunvezh bep bloaz hag e vez ganto prezegennoù, abadennnoù sonerezh, tiroadou hag all met ne fell ket d' o renerien, war a seblant, mont er-maez eus an dachenn sevenadurel. Ni avat a gred ne vo ket dioglaet hor yezhoù hag hor broadelezhioù hep stourm war an dachenn bolitikel, rak hon eñbourien o-unan a laka ar

Pouezusoc'h eget ar seurt servij, hag a dalvez da stankaat rouedad an darempredoù etrekeltiek, eo evidomp atizan hon izili ha koumananterien da ziskouez o c'hengred gant an emsaverien p'o devez ezhomm da vezan harpet. Da skouer, pa vezont bet toull-bac'het. Aozet hon eus meur a wech diskeladegoù dirak kannatioù Bro-C'hall ha goulenet dre ar c'helaguennoù ouzh hor mignoned skrivian a-du gant leuskel ar bronidoni da vont dieub. Skrivian a reomp da gannaded ha da renerien-strolladoù politikel da zisplegan saviad ar C'hevre Keltiek diwar-benn an dra-mañ-dra, pe da c'houlenn outo harpañ ar mennad-mañ-mennad pa vez brutaet er parlamant pe er c'huzul-mañ-kuzul. Evel-se e klaskomp krouin ur c'hlenlabour etrekeltiek dispan.

D.B.R.B. : Peseurt darempredoù zo etre ar C'hevre hag ar strolladoù pe aozadurioù broadel ?

A.H. : N'eo stag ar C'hevre ouzh aozadur all ebet met se ne vir ket outañ gaout darempredoù mat, da skouer gant Conradh na Gaeilge ha Plaid Cymru. Ur mare a voe ma kave deomp e c'hallfe ar C'hevre bezan ur c'hevred adre eus ar strolladoù politikel o stourm evit frankiz ar broioù kelt. Gant Plaid Cymru e vije bet tu d'en em glevout war ar poent-se, met Strollad Broadel Alba ne oa ket chalet a-walc'h gant keltiegezh ar vro-se : an It.Ewina a lavaras e oa un abeg a

LANGUE BRETONNE ... BILAN 82 ... LANGUE BRETONNE

Voici donc la seconde partie du dossier d'Hoel ARGWRACH sur la «SITUATION ACTUELLE DE LA LANGUE BRETONNE».

Nous tenons à remercier les nombreux Bretons qui nous ont aidé à documenter ce dossier, ainsi que Owen John THOMAS (Cymru), Maurits COPPIETERS, Herman VERACHTERT, Dirk et Petit Peter (Vlaanderen).

PREDER POUR L'AVENIR DU BRETON

Dans l'ensemble nébuleux de ce qu'on a coutume d'appeler les «mouvements culturels bretons», un groupe se distingue : PREDER. Peu connu, sans retentissement apparent sur la «vie culturelle», PREDER est peut-être, cependant, le mouvement qui a le plus d'impact réel sur le devenir de la langue bretonne.

Le Breton ; «Un outil de travail».

PREDER est né en 1958 d'une simple constatation : le Breton populaire, dans la vie moderne, est francisé à 80 %, le Breton «populiste» des mouvements culturels contribue à abâtardir cette langue. A partir de cette constatation, deux attitudes étaient possibles : le découragement ou... PREDER... Ce fut donc PREDER : ni parti politique, ni mouvement culturel au sens actuel du terme. PREDER est une association regroupant des linguistes décidés à travailler sur le Breton pour en faire une langue vivante utile dans la vie contemporaine.

En effet, le Breton, pour PREDER, n'a pas de valeur «en soi». Contrairement aux ethnologues de l'Emsav, il n'est pas question, pour les adhérents de PREDER, de sanctifier les déformations, les habitudes, et de vénérer une conception figée de la langue. Bien au contraire, le Breton est pour eux «un outil de travail révolutionnaire produisant la société bretonne».

A ce titre, il doit pouvoir être utilisé non seulement dans la vie courante mais aussi dans toutes les discussions aussi bien politiques que scientifiques ou économiques.

Le Breton doit être un instrument au service du Peuple de Bretagne et doit permettre de parler de n'importe quoi - pas seulement de pommes de terre et de langoustines. On doit pouvoir dire en Breton tout ce qu'on dit en Anglais, en Français ou dans d'autres langues.

Mais ceci ne peut se faire «n'importe comment» : utiliser des mots français vaguement bretonnés pour pallier au manque de vocabulaire breton relève de la même conception figée et passiviste de la langue.

50 000 mots nouveaux

A l'opposé de cette attitude rétrograde, PREDER a donc une vision dynamique et créative de l'avenir du Breton. Adapter cette langue à la vie moderne, c'est la réactualiser et la purifier, c'est donc créer des mots nouveaux à partir des racines existantes et non à partir de mots étrangers. Pour ce travail, PREDER - simple revue à l'origine, puis maison d'Édition - s'est doté de commissions spécialisées : K.I.S., S.A.D.E.D. (1),... Ceux qui travaillent dans ces cercles sont des spécialistes dans leur propre domaine (sciences physiques, sociologie, mathématiques, philosophie, etc...) et ont, en même temps, de solides connaissances de moyen et vieux breton, de Gallois, de Russe, d'Allemand, etc...



Le Breton un outil de travail

Le résultat de ces vingt-quatre années de travail, c'est environ 50 000 mots nouveaux regroupés dans un dictionnaire de la langue moderne (GERIADUR AR YEZH ARNEVEZ) et dans des traités de géographie économique, de géologie, de mathématiques...

Ainsi parler d'enseigner En Breton (et non plus Le Breton) est désormais réalisable à tous les niveaux d'études. PREDER peut fournir des programmes pour tout le primaire ainsi que pour huit matières du secondaire et du troisième cycle.

Des textes de base ont été traduits comme «LE DISCOURS DE LA METHODE», «L'ESPRIT ET L'ETRE» ou encore «LE MANIFESTE DU PARTI COMMUNISTE». En géographie, les deux tomes de DOUARONIEZH en géologie, DOUAROURIEZH en biologie, AL LOENED font pendant à d'importants volumes d'économie (dictionnaire Français-Breton et Breton-Français de l'Economie du Commerce et des Finances) ou médecine (Dictionnaire trilingue des termes de médecine Breton Anglais, Français) (Vocabulaire quadrilingue de la psychologie). La linguistique tient évidemment une place de choix avec des études sur le moyen-breton (Dornlev krennvezhoneg) par exemple, et surtout avec le

Dictionnaire Historique (Geriadur istorel ar brezhoneg) de Rogarz Hemon ; un petit monument de 3 235 pages. Même la théologie n'a pas été oubliée (traductions d'encyclopédies de Jean XXIII et de Paul VI).

Mieux encore, reléguant aux oubliettes l'ancien système, sujet à toutes les erreurs, PREDER (à l'instar des Gallois confrontés au même problème) propose une autre manière de compter.

Dans le mode traditionnel, en effet, les fractions et les décimales sont inutilisables : on dira «Tri lur tri-ugent» pour 3,50 F et «Tri lur ha tri-ugent» pour 63,00 F ; ou encore, 5/20 on s'écriera «pemp war ugent» et 25 «pemp warn ugent...» Inutile de préciser que les cours de mathématiques s'annonçaient mal ! Sans même aller jusque là, on remarque que dans toutes les conversations courantes en Breton, les chiffres sont indiqués en Français. Pourtant les militants culturels restent attachés à cette méthode périmée, sous prétexte de «traditionnalisme» et refusent celle proposée par PREDER (ugent tregont, pergont, pemont, chwegont pour 20,30,40,50,60... 25 se dira tout simplement ugent pemp et 25 F ugent pemp lur) qui permet pourtant toutes les analyses mathématiques et tous les calculs de la vie courante...

Passé ou Avenir : le choix

Son efficacité, son refus de tergiverser ne pouvait qu'amener PREDER à se situer en rupture avec l'Emsav, considéré comme un «ramassis de rêveurs se complaisant dans un ghetto...» De fait, les emsavistes prennent plaisir, semble-t-il à justifier cette opinion : «Brezhoneg chimik» accusent-ils en parlant du Breton moderne. «Brezhoneg kimiek ?» rétorque PREDER, «certes, tout comme le Français, l'Anglais, l'Allemand ou le Russe peuvent aujourd'hui être considérés comme des langues chimiques puisque les nécessités de la vie moderne impliquent la création permanente de mots nouveaux...» D'ailleurs, s'il est vrai qu'aller chercher dans la langue elle-même les racines - les substances de base - nécessaires à la création de mots nouveaux, peut être considéré comme une opération de «chimie» à l'inverse, prendre dans une langue voisine les mots correspondants puis les colorer d'une sauce bretonnante pour les ressortir comme des «produits miracles», relève tout au plus de «mélanges d'apothicaires». Refusant la véritable modernisation de leur langue, ces «apothicaires» du Breton deviennent ainsi les fossoyeurs de leur propre langage.

De même que les puristes du traditionnalisme ne jurent que les

festou-noz, que par les «kanerien ha sonerien ar Vro» et jettent l'anathème contre les guitares électriques ou même contre les danses «pratiquées en-dehors de leur contrée d'origine...» faisant ainsi de la Fête une aseptique représentation du musée.

De même, les intellectuels populistes font du Breton une langue tournée vers le passé ; la langue de la civilisation révolue du «Cheval d'Orgueil».

La civilisation rurale vivante en circuit fermé qui dominait en Bretagne jusqu'au milieu de ce siècle est en voie de disparition. L'exode rural, la modernisation, l'apparition de l'élevage hors-sol et des techniques de l'agro-alimentaire, le marché commun l'ont décapité.

La langue qu'elle véhiculait n'est plus qu'une curiosité pour touristes blasés. Si le Breton n'était QUE la langue de cette civilisation, il serait d'ores et déjà condamné ; les tentatives de «relèvement» n'existeraient même pas. Elles existent. Le Breton n'est pas la langue d'une civilisation mais celle d'une Nation. Elle évolue à travers le temps et les péripéties de l'Histoire, elle peut disparaître certes, - pas quand on la persécute ni quand un mode de civilisation auquel elle a été liée un temps disparaît lui-même - mais quand volontairement ou non, on tente de l'attacher indissolublement à cette civilisation mourante en niant sa dimension nationale.

A l'inverse, en admettant cette dimension nationale «hors-du-temps» on laisse la porte ouverte à toutes les possibilités : le Breton - hier, langue d'une grande majorité du Peuple de Bretagne, aujourd'hui langue d'une infime minorité - peut demain, être la langue d'une nouvelle civilisation. Encore faut-il qu'avec elle, il évolue et se modernise.

Orienté vers l'avenir, prônant un Breton vivant et adapté au monde moderne, PREDER - bien que refusant de se prononcer politiquement - est une composante objective d'une lutte de libération nationale. Quand on dit, comme le fait PREDER que «il y a incompatibilité radicale de la poussée bretonne avec la société hexagonale» c'est clair. Quand on constate - à juste titre - que «une société ne peut avoir deux langues mais une seule, quand - par un accident de l'Histoire - elle en a deux, c'est que l'une est en perte de vitesse», cela trace irrémédiablement le destin du Breton. Et cela trace, en même temps, le destin de PREDER.

Ou la Bretagne demeure intégrée à la France et devient à courte échéance, entièrement francophone. PREDER et ses travaux tomberont dans l'oubli. Ou la Bretagne se sépare de la France et devient une République indépendante. Elle aura alors besoin d'une langue nationale vivante et adaptée au monde moderne.

(1) K.I.S. KREIZEN IMBOURCH'S STURIEZOURIEZH (centre de recherche de néologie)

S.M.D.E.D. STROLL AN DESKADUREZ EIL DEREZ (groupe d'enseignement du 2^e degré)

LA REIMPLANTATION D'UNE LANGUE : IRLANDE, ILES FEROE

Pour sauver le Breton, beaucoup peut être fait dès maintenant ; nous avons vu les activités constructives de quelques mouvements qui, chacun dans son domaine particulier, réimplante, modernise, «revivifie» la langue bretonne. L'impact actuel du Breton pourrait encore être augmenté par un mouvement qui (comme au Pays de Galles ou en Flandres) ferait de la lutte culturelle une lutte quotidienne en ne laissant aucun répit aux autorités françaises et aux francophones «loyalistes...»

Dans un cas comme dans l'autre, un élément conditionne le succès ou l'échec : l'introduction, dans la lutte culturelle d'un objectif politique. Les erreurs de tactiques, le peu d'impact des mouvements existants est en grande partie provoquée par le manque de clarté à ce sujet. Le succès grandissant de T.A.K. en Flandres est dû à la «globalisation» de son combat ; ce mouvement strictement culturel au départ revendiqué aujourd'hui une «République flamande» indépendante.

A l'inverse C.I.G. est en train de se faire «doubler», malgré son dynamisme, par les Républicains gallois qui ont introduit la lutte culturelle dans leur combat politique.

Ainsi, l'objectif d'une Bretagne indépendante est aujourd'hui indissociable d'une lutte efficace pour la langue bretonne. En radicalisant son impact mais surtout, il ne faut pas se leurrer : dans le cadre français, le Breton, langue d'une fraction «marginale» de la population est condamné. L'accession du Peuple breton à la souveraineté nationale est une condition indispensable à la survie du Breton.

Condition nécessaire, certes, mais néanmoins condition insuffisante. En Irlande, elle n'a pas suffi. Aux Iles Féroé, elle a été le point de départ d'une lutte menée «nationalement» pour sauver une langue qui se trouvait dans un état de décrépitude bien plus avancé que ne l'est de Breton.

La lutte culturelle, en Irlande, avait commencé en 1893 avec la fondation de la Ligue Gaélique qui se donnait pour but la restauration du gaélique comme la langue nationale de la future Irlande libre.

Au moment de l'indépendance, en 1922, seulement 500 000 Irlandais étaient gaélicisants et parmi eux 21000 (soit 17ème de la population) étaient unilingues.

Le programme culturel du premier gouvernement de l'Irlande libre prévoyait de faire du Gaélique la première langue officielle. Cette matière devait être obligatoire dans toutes les écoles et l'enseignement - au moins en primaire - et devait se faire en gaélique. Tous les textes officiels étaient bilingues.

Le but était clair : refaire de l'Irlande, en une ou deux générations tout au plus, une nation entièrement gaélique.

La sentence de Patrick PEARSE était encore présente à tous les esprits : «Une Irlande libre est une Irlande gaélique, une Irlande gaélique est une Irlande libre...»

Cinquante ans après, 28,3 \$ de la population peut employer le Gaélique.

Toujours enseigné dans les écoles, le Gaélique y tient à peu près la place du Latin dans les écoles françaises ; on étudie - comme une langue morte - le parler des ancêtres. L'Anglais prédomine dans la vie courante ; les textes officiels sont maintenant presque tous unilingues (anglais) les panneaux de circulation sont souvent bilingues avec une mention en anglais de la langue prédominante.

gouvernement pour la «première langue officielle» de l'état ? L'explication - la encore ! - est politique.

Les républicains qui avaient menés la lutte d'indépendance contre l'occupant anglais ont été vaincus à la fin de la guerre civile de 1921/22 par les «free-staters», c'est-à-dire, globalement, par la bourgeoisie irlandaise qui n'avait qu'un but : voir la guerre prendre fin et était prête pour cela à accepter la «partition» de l'Irlande, sa séparation en deux

En Irlande, pourtant, la lutte se poursuit. Au Nord, la guerre contre l'occupation anglaise se double d'une lutte linguistique «yminique» (écoles gaéliques, quartiers gaéliques, etc...). Les succès électoraux du Sinn-Fein dans les six comtés prouvent le soutien total de la population irlandaise et rappelle - une fois de plus - que la renaissance du Gaélique passe par la réunification de l'Irlande et par l'établissement d'une République socialiste, et gaélique ; but des Républicains. En Irlande comme partout, la lutte pour la langue est inséparable de la lutte de Libération Nationale.

complètes par des cours à la radio, des émissions en féroïen facile, des journaux en langue simplifiée, etc...

Un institut linguistique «revivifie» la langue en créant les mots nouveaux nécessaires à la vie moderne qui sont dits et répétés par les médias pour les implanter. Cet institut s'occupe également de l'enseignement de 3ème cycle.

Les films sont traduits en Féroïen, les loisirs, toutes les activités sont systématiquement «en Féroïen».

Aujourd'hui, seules les personnes très âgées ne parlent que le Danois...



En Bretagne : monolinguisme ou bilinguisme

Il n'existe aucun quotidien en gaélique et la seule radio gaélicisante «Radio na Gaeltachta» qui émet chaque jour pendant six heures en gaélique risque aujourd'hui d'être supprimée par l'état.

L'enseignement est nettement anglophone : des cent écoles secondaires en Irlandais qui subsistaient en 1960, dix seulement existent encore. C'est un point que la ligue gaélique tente actuellement de se substituer à l'Etat défailant avec une centaine d'écoles maternelles bénévoles, trente écoles primaires et quatre écoles secondaires.

Comment expliquer cet échec ? Pourquoi une telle indifférence d'un

parties dont le nord restait occupé par l'Angleterre. L'intérêt économique et politique de cette bourgeoisie était nécessairement le maintien de liens (privilegiés...) avec l'Angleterre.

Dans ces luttes d'influence, le Gaélique n'avait pas sa place. La ligue qui le défendait était nettement «pro-républicaine» et très affaiblie par la guerre civile. L'Etat qui obtint le pouvoir était nettement plus préoccupé par le maintien et le développement de ses relations économiques avec l'ancien occupant que par une lutte «culturelle» qui apparaissait même comme contradictoire avec ce projet.

C'est sans doute ce qu'ont compris les Féroïens qui ont ressuscité (le mot n'est pas trop fort) en vingt-cinq ans une langue déjà morte.

En effet, la langue des Iles Féroé - dominées par le Danemark - n'est plus, dès le XIXè siècle parlée que dans quelques régions reculées. Ce n'est qu'en 1846 que cette langue est écrite pour la première fois par V.U. Hammershamp (le Le Gonidec féroïen) mais cette «progression» ne suffit pas à ranimer une langue déjà bien mal en point.

En 1906 cependant, avec la création du premier Parti nationaliste, l'espoir semble renaître. Quelques succès marquent cette renaissance ; en 1938 par exemple, les instituteurs qui le souhaitent sont «autorisés» par les autorités danoises à enseigner quelques matières en féroïen. C'est encore bien peu.

Et puis, c'est la seconde guerre mondiale ; en 1940, le Danemark étant occupé par les allemands, les anglais tirent débarquer 10 000 hommes dans les Iles Féroé. Pendant six ans, ces Iles vont être coupées de leur «occupant» officiel. En 1946, un plébiscite donne une écrasante majorité «pour l'indépendance». Seule l'autonomie sera accordée (en 1948) par le Danemark.

L'action linguistique peut cependant repartir sur de nouvelles bases politiques cette fois. Le résultat ne se fait pas attendre. Le Féroïen est la première langue d'enseignement obligatoire (y compris pour les Danois émigrés). La presse est en Féroïen. La première station de radio en Féroïen est créée en 1957. Les militants culturels, répartis dans tout le pays donnent des cours dans chaque village. Ces cours sont

Les raisons du succès de la «re-Féroïalisation» sont évidentes.

Contrairement à l'Irlande où la connaissance du Gaélique n'est qu'un apport de plus à la culture générale de chacun, aux Iles Féroé, la connaissance du Féroïen est indispensable à la vie courante.

La volonté populaire, le niveau de conscience nationale se sont traduits, dans les Iles Féroé, par une entreprise délibérée et systématique de réimplanter la langue nationale (chaque militant culturel avait pour but de «féroïser» sa famille).

Comme nous ne cessons de la répéter, la lutte culturelle est inséparable de la lutte politique.

Ce principe de base est vérifiable «avant et après». Avant : l'objectif de l'indépendance justifie la lutte culturelle et la systématiser.

Après : le maintien de l'indépendance nécessite l'implantation totale de la langue nationale...

C'est précisément ce que les gouvernements de l'Irlande du Sud n'ont pas compris, ou n'ont pas voulu comprendre.

La domination linguistique est inséparable du néo-colonialisme. Les Algériens, eux, l'ont compris. Dès le départ des Français, ils ont commencé une politique d'arabisation du pays en commençant par détruire tout ce qui était français en rebaptisant les villes (Bône devint Annaba, Philippeville devint Skikda) etc...

De même que la décolonisation économique et politique n'est qu'un non-sens quand le nouvel état prétend favoriser des liens privilégiés avec l'ancien occupant... De même, la décolonisation culturelle est vouée à l'échec si elle ne commence pas par la destruction systématique de tous les traces de l'ex-colon.

COMMENT VOUS N'ETES PAS ENCORE ABONNE A REPUBLIQUE BRETONNE ?

LANGUE BRETONNE ... BILAN 82 ...

LA POSITION REPUBLICAINE

Le Breton est-il condamné ?

On pourrait en effet se poser la question si on laissait le bilan actuel - dont le négatif l'emporte largement sur le positif - prendre trop d'importance. Et pourtant...

A travers une situation générale inquiétante, les points positifs que nous avons pu relever permettent - malgré leur rareté - de nuancer notre opinion et, sinon de verser dans l'optimisme, du moins de constater que notre langue a encore toutes ses chances.

L'état maladif du Breton, en effet, est dû en règle générale, au laxisme et à l'incapacité, parfois aussi à une volonté délibérée d'enfermer cette langue dans une vitrine de musée. Dans tous les cas, à des attitudes négatives. Face à cela, quelques entreprises tournées vers l'avenir se dressent. PREDER, AL LIAMM ou DIWAN portent - chacun dans leur domaine et à des niveaux différents - les espoirs d'un «Breton futur». Face à leur dynamisme, quelle chance reste-t-il aux esprits réactionnaires de la tendance passéiste ?

Encore faut-il que leur dynamisme, conduit pas à des voies de garage. La meilleure volonté et le plus pur enthousiasme ne mènent à rien si leur objet n'est pas clairement défini. Alors, ... finalement... pourquoi lutter pour «le Breton»? dans quel cadre l'avenir de cette langue est envisageable? C'est ce qu'il nous faut définir.

Ce n'est certes pas par envie de noircir les choses que nous parlons de bilan «globalement négatif...» Comme nous l'avons vu, le Breton «populaire» est condamné - dans les ilots où il se maintient encore - à disparaître dans une à deux générations. Quant au Breton prôné par la majorité des «intellectuels» des mouvements culturels, il ne fait qu'entériner les déformations du Breton populaire et contribue à façonner une langue francisée, dialectisée, figée; bref, une langue morte.

Dans la lignée de Roparz Hemon - premier chantre du Breton moderne - et de GWALARN, une frange dynamique des intellectuels bretons défend pourtant une autre attitude. AL LIAMM propose à des milliers de lecteurs des textes de qualité dans une présentation à l'échelle de l'Édition mondiale. PREDER, axé sur la recherche, fournit aux bretonnants une langue moderne utilisable dans tous les domaines et toutes les situations.

A travers leurs différences de fonds et de formes, ces deux groupes ont en commun une même certitude: Le Breton est et sera une langue vivante si on lui en donne les moyens. Le même état d'esprit domine également chez DIWAN qui a de plus - dans les faits - franchi un pas supplémentaire. En créant, à côté des écoles françaises des écoles bretonnes, DIWAN a jeté les bases d'une «éducation nationale bretonne» parallèle à l'éducation française, introduisant - même inconsciemment - le principe d'une «administration bretonne» parallèle à l'administration française, bref, d'une Société bretonne parallèle à la Société française.

On a vu, cependant, dans le cas de DIWAN, les dangers d'un objectif mal défini. En effet, en demandant son intégration à l'éducation française, DIWAN élimine les raisons dynamiques de sa propre existence.

Le même risque pourrait d'ailleurs exister pour les autres groupements; AL LIAMM devenant une maison d'édition «à la mode» et produisant pour produire sans prendre garde à la qualité des textes proposés perdrait tout intérêt.

PREDER, sans impact dans la population et proposant son Breton moderne à des intellectuels qui n'ont pas le courage de l'utiliser pourrait fort bien - si ce n'est déjà fait - diront les mauvais esprits - tourner en rond dans son propre ghetto et ne plus envisager pour ses travaux qu'un avenir d'archives poussiéreuses à destination d'un étudiant de 3ème cycle en ethnologie...

Le but est donc primordial...

Pourquoi défendre «Le Breton» et quel Breton ?

On a vu que certains prônaient une langue passéiste, périmée; considérant le Breton comme le parler d'une infime fraction de la population française, ils souhaitent conserver (dans un bocal!) ce «particularisme», parfois à destination des musées futurs souvent par nostalgie du passé.

On garde précieusement LE Breton, comme les coiffes en dentelle et les galettes ou comme le plateau de fromages en Auvergne et les échasses dans les Landes... ces touchants témoignages du folklore «français»!

Ou encore, on jette une petite larme sur le passé (genre c'était l'bon temps y'a cent ans) et sur soi-même, puis on va discuter dans la langue des ancêtres en buvant son pilit coupé d'houchen. Certes, ce genre d'opinion est rarement clairement exprimé mais de ceux qui refusent les termes «chimiques» bretons (en utilisant des termes «chimiques» français) aux Falc'huniens qui avouent clairement vouloir défendre «les vestiges de ceux qui sauvèrent l'honneur de la Gaule» (sic)... la différence n'est qu'une question de degrés.

Les mêmes degrés qui existent entre l'incapacité et le refus avoué de considérer le Breton en-dehors du cadre français. Dans ce cadre, vouloir faire du Breton un «parler provincial, plus ou moins en voie de disparition» pourrait se comprendre.

Si, en fait, cela ne peut se concevoir ni se justifier, c'est que les tenants du «Breton, langue d'une région française» refusent (consciemment ou non) un élément fondamental: la DIMENSION NATIONALE DE LA LANGUE BRETONNE.

Si le Breton n'était qu'une variante dialectale du français littéraire, il n'y aurait en Bretagne qu'un problème régional qui trouverait sa solution dans une réforme administrative française. L'existence même d'une langue étrangère implique l'existence d'un problème de type national; celui-ci, alors, s'énonce différemment, il n'y a plus «problème breton» mais problème

posé par une présence étrangère en Bretagne. Penser que sa solution puisse se trouver dans un cadre français devient un non-sens.

Ainsi, les «problèmes» du Breton, langue nationale de la Bretagne, sont très étroitement liés aux «problèmes» de la Nation bretonne elle-même.

Le refus de cette évidence donne à la frange passéiste son caractère nébuleux, «banca!» (ils sont assis entre deux chaises...!). En arrachant la lutte culturelle de son contexte politique, ils se condamnent à avoir d'avance des revendications caduques.

Par contre, c'est la reconnaissance implicite de la dimension nationale du Breton qui fournit à la frange progressiste (AL LIAMM, PREDER, Diwan...) son élément moteur, son dynamisme et rend ses actions constructives.

Avec quatre «mouvements progressistes» qui se complètent, la lutte culturelle semble bénéficier d'atouts majeurs.

Déjà, le Breton possède son «institut de recherche» (PREDER) qui en fait un outil bien aiguisé au service d'une Bretagne active dans le monde contemporain. Il bénéficie également d'un appareil de diffusion (AL LIAMM) et d'un centre de formation (la FAC. de HAUTE-BRETAGNE avec ses stages «crash-course» et sa licence en Breton).

Enfin, DIWAN, débarrassé de ses complexes français pourrait définir l'embryon d'une administration bretonne parallèle à l'administration française.



Toutes les luttes de libération nationale, toutes les entreprises de décolonisation ont suivi le même processus: rendre l'administration de l'occupant inutile, fantôme, en remplaçant par un ensemble de services organisés par les révolutionnaires. C'est ainsi qu'en Algérie, le F.L.N. avait son propre système d'imposition, ses propres hôpitaux, ses tribunaux, etc... Après la mise en place d'un système politico-administratif algérien l'indépendance n'était plus qu'une question de temps. Ainsi DIWAN a-t-il tous les atouts pour devenir le GERME d'une éducation nationale bretonne.

Si, malgré l'existence de ces quatre structures la lutte culturelle n'est pas plus avancée, si nous en sommes encore à demander la «reconnaissance» du Breton (?) c'est avant tout une question d'état d'esprit.

Bien qu'admettant implicitement la dimension nationale du Breton, peu de militants culturels osent l'avouer. Que cet élément ne soit pas clairement exprimé introduit une incertitude. Les erreurs tactiques commises actuellement par DIWAN n'ont pas d'autre explication. Le manque d'assise populaire de PREDER ou d'AL LIAMM y est également lié.

La crainte de paraître «trop extrémistes» «trop politiques» provoque des non-sens en empêchant l'expression du but final. Ainsi, des militants en viennent à lutter pour «le bilinguisme». Or, le véritable bilinguisme n'existe pas. Quand on parle d'états bilingues ou multilingues ce sont toujours des états composés de plusieurs zones unilingues avec quelques facilités administratives; vous pourrez par exemple demander dans un poste de Zurich des formulaires en français mais ce sera la seule marque de «bilinguisme» que vous pourrez relever. En-dehors de ce détail, la Suisse (comme la Belgique pour se limiter à des exemples proches) est composée de zones où ne se parle et ne s'écrit qu'une seule langue.

Le bilinguisme implique l'inégalité entre deux langues, l'une dominante, l'autre dominée. Une situation égalitaire entre les deux langues d'un état bilingue ne peut exister que lors d'un renversement de tendance; l'ex-langue dominée s'impose, est - à un moment donné - utilisée autant que l'ex-langue dominante, puis supplante celle-ci qui se trouve à son tour dans une position minoritaire.

Dans le cas du Breton, le bilinguisme ne peut donc être admis que s'il est clairement considéré comme une étape vers l'unilinguisme.

Faire du bilinguisme un but, revient à condamner sans équivoque le Breton. «Quand un langage se laisse corrompre et dominer par une autre langue, et quand tous ceux qui le parlent deviennent bilingues, la punition c'est la mort» (1).

Malgré cette sentence, des militants culturels (et des meilleurs!) prônent aujourd'hui ce bilinguisme et s'y limitent pour les raisons que nous avons évoquées (crainte de paraître trop agressifs, etc...).

Pourtant, une Nation qui n'est pas libre, n'a pas le choix; elle ne peut faire preuve ni de largesse ni de complaisance mais doit au contraire se montrer agressive et même excessivement agressive. Quand, au Québec ou en Flandres, on supprime des panneaux bilingues la mention anglaise ou française; c'est excessif... Mais c'est une question de survie. Le «dominant» peut accorder quelques «cadeaux» qui n'entameront que peu sa suprématie. Le «dominé» doit arracher chaque miette pour s'implanter, s'imposer... vivre.

Les quatre structures progressistes citées sont indispensables à une évolution positive de la lutte culturelle, mais en fait, elles ne sont pas suffisantes.

Il nous manque, en Bretagne, ce qu'ont su créer nos voisins flamands ou gallois: un mouvement sans complexe. Un mouvement donc, qui ne craindrait pas de considérer la lutte culturelle comme une fraction de la lutte politique globale. Un mouvement qui ne craindrait pas de rendre ouvertement au Breton sa juste place: celui de la langue d'une Nation. Un mouvement qui ne craindrait pas de paraître trop agressif, trop extrémiste, qui n'aurait pas «froid aux yeux». Un mouvement qui utiliserait comme C.I.G. ou T.A.K. tous les moyens offerts par son imagination et son enthousiasme, qui - sans crainte des représailles - ne raterait pas une occasion d'attaquer le colonialisme linguistique. Qui ne craindrait pas d'afficher son but: Faire du Breton la Première Langue dans une Bretagne Indépendante (2).

Nous avons commencé cet article en nous demandant si le Breton était condamné... nous pourrions, pour conclure, nous demander s'il est sauvé? Mais pas plus qu'à la première question nous ne pouvons encore répondre positivement. La partie n'est pas terminée.

Certes, notre jeu n'est pas trop mauvais. Le grand nombre de cartes négatives est contrebalancé par la puissance des cartes positives. Le Breton qui est actuellement dans une situation bien moins catastrophique que ce n'était la langue des lies Féroé peut encore revivre, encore faut-il que nous nous en donnions les moyens. Encore faut-il que nous nous en donnions les moyens, comme dans tous les autres, à appeler «un chat, un chat», à reconnaître que la lutte culturelle est indissociable de la lutte politique et que la réponse au problème de la langue bretonne passe par la solution de la République Bretonne. Car si l'indépendance n'est pas une condition suffisante pour la renaissance du Breton, c'est, en tous cas, la Condition Nécessaire.

(1) Professeur T.F. O'Ratilly - cité dans «Breizh» n°281.

(2) : La première et non la seule pour des raisons pratiques (relations internationales). La seconde langue de ce système unilingue (et non illusoirement «bilingue») pourrait être l'anglais - reconnu actuellement comme la langue internationale - ou toute autre langue occupant cette position au moment de l'accession de la Bretagne à l'indépendance, sauf... les français. En effet, la proximité d'un ancien occupant puissant (numériquement, politiquement et économiquement) interdirait à un pays en cours de reconstruction d'utiliser la langue anciennement dominante; ce serait la porte ouverte au néo-colonialisme économique puis politique à travers le néo-colonialisme culturel. Le français est donc obligatoirement condamné, dans une Bretagne indépendante, à ne demeurer que durant la période de bilinguisme (reel cette fois!) nécessaire à sa disparition et à son remplacement par la langue nationale: le Breton.

Hoel Argwarch

Dans le prochain numéro, nous terminerons ce dossier langue bretonne, en traitant de l'action menée au niveau international pour la défense du breton.

MENOTTAGE DU DEPUTE BRIAND

PAR 2 INSOUMIS BRETONS

Depuis quelques années déjà, plusieurs Nationalistes Bretons se sont insoumis à l'armée française (Yann bert ar Mat, Noël Ewen, Alan Corraud, Bernard Corbel, Hervé Kerrain) l'acte politique de Youn Chaillou et Yannig Le Bechenne n'est qu'une continuité et un développement du Combat Nationaliste Breton.

Ayant terminé la lecture de la lettre, un embryon de discussion s'amorça. C'est à ce moment que les militants passèrent à l'action.

Deux personnes présentes s'approchèrent, lui saisirent les poignets car Youn Chaillou et Yannig Le Bechenne étaient venus avec des menottes pour s'enchaîner au député. A cette vue, il se

Ceci dit, il prétend qu'un Breton doit servir dans l'armée du pays qui occupe la Bretagne. Et il a porté plainte pour agression et violence.

Et qui est responsable de la situation économique désastreuse de la Bretagne, à Guingamp comme à Nantes ? Ne serait-ce pas les 150 000 chômeurs Bretons, qui devraient chaque jour porter plainte pour violence et agression ! Y. Chaillou et Y. Le Bechenne étaient aussi chômeurs, et s'insoumettre à l'armée française, c'est aussi s'insoumettre à un système et au pays responsable de ces 150 000 chômeurs Bretons.

Les 150 futures personnes privées d'emploi, de la société Soguintel de Guingamp ne sont-elles pas des insoumises en puissance à la France, dont le Gouvernement et le parti socialiste du député Briand ont imposé la restructuration et les licenciements.

Si des travailleurs de la Soguintel venaient s'enchaîner à Mr Maurice Briand, celui-ci crierait-il qu'on l'a surpris, qu'on l'égorge ? Car il a affirmé que les deux insoumis Bretons devaient prendre la place de Corbel récemment libéré.

Mais ce ne sont pas seulement deux insoumis qui se livrent, mais dix, vingt, cent, qui se préparent à l'insoumission à la France, à ses organes politiques, économiques, éducatifs, militaires !

Cette action était organisée par la commission nationale de l'insoumission Bretonne mise en place le 13 Novembre 1982, à Lorient : K.A.D. - S.P.V. - Emgann - M.I.B.



Bernard Corbel, insoumis Breton, venait d'être libéré le vendredi 26 Novembre après 1 an et 2 mois de détention, alors que Kerrain, son camarade de lutte restait emprisonné. Et ce n'était certainement pas grâce à Maître Briand, ancien avocat des militants F.L.B. 72, que Corbel était enfin libre.

On peut avoir eu des sympathies pour les séparatistes, mais devenir député d'un parti français autorise à toutes les trahisons. Aussi le militant de la ligue des droits de l'homme et responsable de la commission parlementaire de réforme des tribunaux permanents de la force Armée (T.P.F.A.), aurait dû se méfier d'un rendez-vous sollicité par le M.I.B. (Mouvement d'insoumission Bretonne).

Ainsi donc Maître Briand recevait dans son bureau d'avocat à Guingamp la délégation des insoumis Bretons, le lundi 29 Novembre à 17 heures. Monsieur Le Député n'avait pas remarqué que les cinq personnes présentes n'étaient pas venues pour faire «causette».

Aussi, très camarade, tutoyant l'un, assurant aux deux insoumis nationalistes bretons, recherchés depuis le 6 Avril 1982, qu'il ne les donnerait pas à la police, (ajoutant que ce n'était pas la première fois qu'il recevait des gens poursuivis par la justice), il s'empressait de lire la lettre d'insoumission que lui tendait Youn Chaillou. Il commença par tiquer sur les données économiques (Banque de Bretagne...), arguant que c'était des arguments à la Mehaignerie.

La réplique d'un des militants du M.I.B. «Les partis français quels qu'ils soient, lorsqu'ils sont dans l'opposition veulent toujours s'accaparer la Bretagne et prendre en main ses intérêts», le laissa coi.

croisa les bras, et dans une bousculade qui s'en suivit, une lampe et un tableau furent renversés, une paire de lunettes (celle de Youn Chaillou) furent arrachées par l'avocat. On lui passa les menottes, et se voyant ainsi enchaîné aux deux insoumis Bretons, la voix lui revint, il appela : «A l'aide, à moi, au secours, prévenez la police». Il venait de changer d'avis... Les deux secrétaires alertées par le bruit, rentrèrent avec une tierce personne qui essaya de s'interposer, mais en vain. Tandis qu'une des secrétaires courrait dans un bureau voisin pour avertir la police, la seconde obéit à l'injonction du député de fermer la porte à clef. Un des militants du M.I.B. ayant déjà atteint la porte, fit sortir ses deux autres camarades. Deux minutes plus tard, la police accourut sur les lieux et trouva le député menotté. Les volets furent aussitôt fermés afin d'éviter que la presse ne prenne des photos.

Pour libérer le valet de la France, on fit venir un garagiste pour scier les menottes. Puis Yannig et Youn furent conduits au poste de police sous des slogans scandés par une quarantaine de nationalistes présents : «Insoumission Bretonne, Ar Chalaoued er Maez, etc...»

Maître Briand déclara ensuite à la Presse : «Que les Bretons assument leurs obligations militaires comme tous les autres habitants de France. Ce n'est pas parce que l'on demeure en Loire-Atlantique qu'on a le droit de ne pas faire son service militaire». Curieux que ce député reconnaisse de fait, la Loire-Atlantique comme Bretonne, ce que son Parti (le Parti Socialiste Français) refuse de faire.

DECLARATION DE Y. CHAILLOU ET Y. LE BECHENNEC

Notre insoumission bretonne n'est pas une démarche de refus qui s'alimenterait dans la contestation d'une institution donnée. Mais elle est une démarche nationaliste, découlant de notre détermination à voir le Peuple Breton s'épanouir dans une nation indépendante, par la construction d'une République. Cet épanouissement aussi bien social, économique, que culturel n'est pas, dans la situation actuelle de domination par la France, réalisable.

Sur le plan économique, malgré le développement d'un séparatisme aujourd'hui qui s'exprime dans des échanges florissants entre des entreprises bretonnes et des pays étrangers, nous constatons toujours les effets néfastes de la politique française qui est de donner la priorité aux intérêts français.

Dans ces conditions, et face au fait mille fois vérifié que les intérêts bretons sont opposés à ceux de la France, il n'est pas surprenant que nous constatons des liquidations telles que «Les Fonderies Nantaises», les Ateliers Mécaniques à St Nazaire, la Construction Navale, et les ponctions sur notre capital (c.f. : Banque de Bretagne).

Aussi, il est à craindre que nous assistions à un nouvel appauvrissement de notre Pays, et à de nouvelles vagues d'émigration, ayant d'ors et déjà 150 000 bretons sans emploi.

Dans un tel contexte l'épanouissement social du Peuple Breton est impossible.

Quant à notre culture, elle continue de faire l'objet d'un étouffement délibéré. Occultée par la télévision et les radios, absente de l'enseignement, et proscrite dans l'administration, elle ne doit sa survie qu'à la volonté des bretons de ne pas la laisser mourir, et à la détermination de jeunes bretons à refuser aujourd'hui la francisation.

Certains pourraient s'étonner de la teneur de cette lettre d'insoumission bretonne. Ils se questionneront : «Et l'armée là-dedans ?»

Nationalistes bretons, nous ne nous insoumettons pas pour défendre ou promulguer une philosophie ; notre lutte n'est pas l'opposition à une institution qui nous est étrangère ; mais un combat pour l'édification d'une République Bretonne.

Seule la souveraineté nationale du Peuple Breton sera la base d'une société bretonne égalitaire : le Peuple Breton, libéré de toute domination étrangère, sera à même de développer son économie dans le sens de ses intérêts propres, d'édifier un système socialement équitable, et de vivre pleinement sa propre culture.

Il apparaît ainsi évident qu'avec de tels objectifs nous ne pouvons avoir la démarche négative de servir la France. Ce serait nuire à ce projet constructif qui est d'édifier une République Bretonne.

Aussi, Yannig Le Bechenne et Youn Chaillou ne serviront pas la France et appellent les bretons à nous soutenir et à nous rejoindre.

Youn CHAILLOU
Yannig Le BECHENNEC.

AN ARD-FHEIS, CONGRES DU SINNFEIN

Le SPV avait été invité par le SINNFEIN à assister à son congrès, tenu le 30 et 31 octobre à Dublin, en même temps que les républicains écossais et gallois qui avaient eux aussi envoyé des représentants. Emgann était aussi représenté ainsi que la CCN Corse, Irlande libre, les comités Irlande etc...

Ce congrès tenu une semaine après les élections triomphales dans le Nord, où le SINNFEIN avait eu 5 candidats élus, a réuni plus de 400 délégués enthousiastes qui ont discutés et votés pendant 2 jours 143 résolutions concernant tous les domaines de la vie irlandaise considérée à travers les projets politiques du SINNFEIN (péle-mêle la politique, le social économique, les femmes, les prisonniers, la constitution, les relations internationales, la jeunesse, les syndicats, la culture, etc...).

Des moments forts ont animé ce congrès :
- Le débat sur le socialisme, et insertion après vote à la majorité des



2/3 de ce terme dans la constitution :
«Renverser complètement la domination britannique en Irlande et instaurer une République socialiste

et démocratique basée sur la proclamation de 1916».

- L'abandon du fédéralisme (comme solution au blocage politique actuel) remplacé par la notion de démocratie décentralisée, et surtout le financement de nouvelles institutions.

- L'intervention d'un représentant de l'IRA, acclamé par le congrès.

- Le discours de RUJARI O'BRADEY, président du SINNFEIN.

- L'intervention d'un exilé chilien.

- Et surtout le vote, à l'unanimité du congrès, du soutien à la lutte armée jusqu'au départ des britanniques : le bulletin dans une main, le fusil mitrailleur dans l'autre.

Le SINNFEIN a confirmé son soutien aux luttes de libération nationale dans le monde (Palestiniens, Baques) et lors du vote, rejetant toutes relations avec les brigades rouges, action directe, Beader Meinhoff etc... a aussi apporté son soutien, par un additif lors des débats, à la lutte de libération nationale dont la Bretagne et la Corse dont le siège.

H. Frangeul.

LE CNCC OU LA CNCF ?

Le Centre Nantais de Culture Celtique a de bien étranges comportements.

Ainsi « afin de sortir du ghetto breton » le CNCC « veut s'ouvrir aux autres cultures ». Cet argument, d'apparence pleine de bonne volonté cache un but politique bien précis... (on appréciera d'ailleurs à sa juste valeur le terme de « ghetto breton » pour la culture d'un Peuple mille fois foulée du pied). Le résultat aujourd'hui se fait durement ressentir. Aussi, certains animateurs culturels bretons du pays Nantais, commencent sérieusement à se questionner. Où veut-on en venir ?

D'autant plus que les activités bretonnes et celtiques s'amoindrisent, les subventions progressent sensiblement. A terme, voudrait-on faire du CNCC une ramification du Foyer Léo Lagrange qui on le sait, est aux mains du PS. Il faut se rendre à l'évidence. L'animation de Nantes et du Pays Nantais qui était faite par le CNCC était une parfaite réussite...

Nombreuses étaient les fêtes qui prenaient des ampleurs largement populaires (les soirées de la quinzaine celtique, Feux de la St Jean, etc...). Grâce à lui, le Pays Nantais s'opposait aux campagnes effrénées de débretonisation du pouvoir

français dans le cadre des « Pays de Loire ».

Mais ne dit-on pas « Quand on veut se débarrasser de son chien, on dit qu'il a la rage ». Il y a au CNCC des méthodes beaucoup plus subtiles. On peut lui couper la langue et le donner à un mauvais maître. C'est ce qui se passe pour le CNCC.

1° On fait taire les militants bretons par trop dynamiques et trop... bretons !

2° On le met entre les mains de pseudo-animateurs aux conceptions sur la culture bien étranges.

3° Le but final sera de transformer un Ki Du bien de trop breton (cf. Chanson Servat) en un brave Médor obéissant bien à sa maîtresse France.

Dans les prochains numéros de « République Bretonne » nous aurons l'occasion de revenir sur ce sujet.

Mais il reste un dernier élément à inscrire au dossier. A la dernière réunion dirigeante du CNCC, un responsable a proposé au vote une notion par laquelle le CNCC diffuserait un communiqué dans la presse, contre la campagne d'affiches du SPU ayant pour thème : « Vous êtes en Bretagne, Pays occupé par la France ». Ce projet a été rejeté au vote, car il aurait entraîné une publicité pour le SPU !! Affaire à suivre !

Alan CORAUD.



REFLEXION D'UN CHRETIEN SUR LE SEPARATISME

La lutte pour la nation est un devoir

Dieu a créé chacun des hommes différents et a donné à chacun un certain nombre de talents qu'il doit exploiter. Nous n'avons pas le droit de faire un choix parmi ces talents. Dieu nous demandera des comptes pour tous.

Or Dieu nous a créés bretons. Il nous a, à ce titre, confié la mission de conserver notre culture de breton, et notamment de préserver le seul peuple qui parle encore une langue celtique sur le continent. Combien la terre serait fade si nous étions tous identiques, vêtus de la même façon, parlant la même langue, construisant les mêmes monuments. Si Dieu a créé des milliers d'espèces d'oiseaux et d'animaux, il ne peut pas avoir souhaité que les hommes soient un peuple de robots.

L'Église qui a pour vocation de rallier tous les hommes sous la bannière du Christ, n'ignore pas la différence. Faut-il rappeler les paroles du Pape Jean-Paul II prononcées à l'U.N.E.S.C.O. : « Je suis fils d'une Nation qui a vécu les plus grandes expériences de l'histoire, que ses voisins ont condamné à mort à plusieurs reprises, mais qui a survécu et qui est restée elle-même. Elle a conservé son identité, et elle a conservé malgré les partitions et les occupations étrangères, sa souveraineté nationale, non en s'appuyant sur les ressources de la force physique, mais uniquement en s'appuyant sur sa culture ».

Jean-Paul II a été créé Polonais, nous avons été créés Bretons.

La tentation nationaliste

La déification de la nation est cependant la source des plus grands maux de l'histoire moderne. Les exemples les plus sanglants s'appellent Napoléon, Hitler... La nation est souveraine mais n'a pas le droit de s'imposer aux autres nations.

Or nous vivons précisément dans le cadre juridique d'un état nationaliste qui depuis deux siècles n'a cherché qu'à broyer les nations qui ne sont pas françaises. Les moyens les plus révoltants ont été employés pour faire disparaître de l'hexagone les langues bretonne, basque, catalane, allemande, occitane... Après une telle politique l'état français n'a plus qu'une triste figure. Il est semblable à un tableau auquel on aurait enlevé successivement chacune de ses couleurs. L'hexagone devient un aliment fade qui ne résistera pas longtemps aux appétits de ses voisins.

Un danger plus grand que la France

Mais l'idéologie nationaliste française n'est pas ce qui menace le plus notre nation. Un maux plus grand que la France nous frappe de plein fouet et menace de nous faire disparaître. Le matérialisme issu des deux doctrines qui gouvernent aujourd'hui le monde, le capitalisme et le collectivisme, est aussi une force qui détruit l'âme. Si nous regardons autour de nous, nous constatons que les hommes ne pensent aujourd'hui qu'à amasser. L'homme qui oriente sa vie vers le matériel perd totalement son âme et s'écarte de Dieu. Allez parler d'une lutte pour l'esprit, pour la culture à des hommes qui ne pensent qu'à faire construire, avoir une chaîne stéréo ou voyager à l'étranger.

Le combat pour la culture, pour la sauvegarde de la nation, est le même combat que la lutte pour le règne de Dieu. C'est un combat, contre les forces qui transforment l'homme en animal et en robot. La devise de l'Abbé Perrot, feiz ha breizh, est plus que jamais d'actualité.

Celui qui n'a pas compris cela ne pourra vaincre. Il est vain de lutter pour la culture bretonne si nous ne luttons pas contre toutes les formes de matérialisme. On ne peut pas servir à la fois l'argent et l'Esprit.

La solution est séparatiste

Notre devoir de breton étant de conserver la culture qui nous a été confiée, nous ne pouvons que lutter contre ce petit coq présomptueux qui a la prétention de digérer toutes les graines qui l'entourent. Il est vraisemblable que l'état français sera un jour victime de sa politique et finira par s'émietter.

Si l'on examine la politique des dirigeants français depuis 1789, on ne peut pas croire que nous obtiendrons de l'état les droits fondamentaux qui seuls peuvent nous permettre de conserver notre identité. Ceux qui croient encore au régionalisme ou à toute autre forme de demi-mesure sont des hypocrites ou des rêveurs. Seul un gouvernement de bretons pourra effectuer « la séparation historique » qui s'impose.

Le danger individualiste

Cette lutte pour le séparatisme ne doit cependant pas nous couper du reste du monde. Pour survivre, l'homme a besoin de ses semblables, une nation isolée ne peut s'épanouir, ne peut plus assumer son rôle dans le monde. Une Bretagne finlandisée, serait une Bretagne morte.

Nous appartenons à une communauté culturelle qui se rattache à l'ensemble européen. Seul le fédéralisme peut nous permettre de conserver notre identité tout en nous offrant les structures qui nous empêcheront de nous scléroser.

La place de la violence

Mais quels sont les moyens qu'un chrétien peut utiliser pour parvenir à lutter pour le séparatisme ? Nombreuses sont les nations qui ne sont parvenues à l'indépendance que par lutte armée.

La Pologne qui tente de secouer le joug qui l'étrangle parviendra-t-elle à ses fins en continuant à marcher sur la voie qu'elle a choisie ?

La tentation de la violence est forte. Elle n'est cependant légitime que si on l'utilise pour se défendre et si elle a des chances d'aboutir. Une poignée d'hommes déclenchant la violence ne parviendra à rien et le sang qui aura été versé, l'aura été inutilement.

Il y a des moyens de lutte aussi efficaces que ceux de la violence. Mille personnes faisant la grève de la faim et de l'impôt auraient sans doute plus de chance d'aboutir que mille autres mettant une ville à feu et à sang. Elles auraient le mérite de s'attirer l'admiration et la sympathie nationale et internationale. Les milliers de martyrs chrétiens ne sont pas parvenus sans violence à convertir le monde romain.

milliers de martyrs chrétiens ne sont-ils pas parvenus sans violence à convertir le monde romain ?

Mais voilà ! Il est en fait plus facile de poser une bombe la nuit ou de lutter l'arme au point que d'offrir ses biens et sa vie et d'aller jusqu'au bout pour faire triompher sa cause.

Ce qui ne veut pas dire qu'il ne faudra pas savoir saisir certaines occasions. L'oppression insidieuse dont nous sommes victimes nous donne le droit de nous défendre. Il est évident que si la France était envahie ou victime d'une grave crise sociale ou révolutionnaire nous pourrions tenter de nous libérer car nos chances de succès seraient alors réelles. Nous serions alors peut-être exposés à utiliser la force pour nous défendre.

Pour cela il faut se préparer, se former, s'organiser et répandre l'esprit breton.

Un combat jamais perdu

Il n'est pas nécessaire d'espérer pour entreprendre. Notre cause étant juste, nous devons lutter pour elle, même si elle nous paraissait perdue d'avance. L'histoire de l'Europe regorge d'exemples de petites nations qui, soumises pendant des centaines d'années, ont su un jour se réveiller.

Yann GWENEDEZ

Directeur Gérant : A. PLOU
 Numéro 10
 Prix de vente : 8 FF
 10 pages
 Publication mensuelle
 BP 1202 RENNES ST CYR 35922
 Commission paritaire n° 50887

Rédacteur en chef : H. FRANGEUL
 Comité de Rédaction :
 - Dominique KOBUS
 - Serge LE FUSTEC
 - Philippe COLAS
 - Ariel PLOU
 - Lorans CONAN
 Imp. BIP VERN/SEICHE
 RC. 72. B. 120

T
R
I
B
U
N
E